



MEDIAPART

Proche et Moyen-Orient — Reportage

Shama, Marwan, et tous leurs disparus : une famille face au génocide

Nejma Brahim et Gwenaëlle Lenoir

15 juillet 2026 à 14h04



Shama et Marwan Naser, le 8 juin 2026 à Aix-en-Provence, entourent les visages des 213 membres de leur famille tué-es dans la bande de Gaza. © Photo Claire Gaby pour Mediapart

Frère et sœur, Marwan et Shama Naser sont arrivés en France en 2021 et 2022. Installés à Aix-en-Provence, ils ont assisté, impuissants, au massacre d'au moins 213 membres de leur famille dans la guerre menée par Israël à Gaza. « Mediapart » raconte leur histoire.

Aix-en-Provence (Bouches-du-Rhône). – Au fond du salon, près de la fenêtre, une pancarte faisant office de mémorial raconte ce qu’est devenue la vie de Marwan Naser. Âgé de 55 ans, ancien chercheur en économie, palestinien et franco-britannique, il est né et a grandi dans la bande de Gaza. Décoré d’une led lumineuse violette, le panneau affiche, recto verso, tous les visages de celles et ceux de sa famille qui ont été tués par Israël et sa guerre génocidaire menée à Gaza.

« *Justice pour la famille Naser* », lit-on en titre, avant de découvrir le détail du massacre. Cinquante-quatre enfants âgés de 2 mois à 5 ans. Cinquante-cinq femmes âgées de 14 à 45 ans. Cent quatre hommes âgés de 14 à 62 ans. « *On ne compte que les martyrs, les personnes dont on est sûrs du décès* », glisse Marwan, installé sur l’un des canapés du salon marocain qui habille la pièce, en tirant régulièrement sur sa cigarette électronique. Elle enveloppe son visage rond d’un épais nuage parfumé.



Marwan Naser montre une photo de famille, le 8 juin 2026 à Aix-en-Provence. © Photo Claire Gaby pour Mediapart

Depuis Aix-en-Provence, où il vit avec sa sœur Shama, 34 ans, tout juste reconnue réfugiée après avoir été visée par une obligation de quitter le territoire français (OQTF), il tient le macabre décompte de ses morts. Lorsque nous le rencontrons pour la première fois, lundi 8 juin, la télévision accrochée au mur est branchée sur la chaîne LCI, qui s’attarde sur « *l’escalade* » entre Israël et l’Iran.

Mais Marwan Naser préfère se priver du son. Il n’écoute pas vraiment, il n’a pas confiance. « *Ils ne disent rien*, estime-t-il. *On regarde ce que nos proches et nos amis nous envoient de là-bas.* » Le frère et la sœur sont suspendu-es à leur téléphone. Cinquante de leurs proches sont toujours porté-es disparu-es, expliquent-ils, bien que la Croix-Rouge ou le ministère de la santé à Gaza aient été alertés et sollicités pour tenter de les retrouver.



Derrière Shama Naser, les informations tournent en boucle sur la télévision de son salon à Aix-en-Provence, le 8 juin 2026. © Photo Claire Gaby pour Mediapart

Face à son écran, Marwan Naser fait défiler les photos et commente : « *Mon neveu, mort. Ma nièce, morte. Mon cousin, amputé de sa jambe dans un couloir de l'hôpital Al-Shifa.* » Il dit souffrir en regardant les photos de famille, car sur chacune d'elles, « *il manque quelqu'un ou quelque chose* ». L'homme poursuit malgré tout, devenu presque insensible à l'horreur qui défile sous ses yeux.

Des cadavres enveloppés dans un linge blanc, d'autres calcinés ; des visages en lambeaux ; des corps réduits en bouillie ; des flaques de sang à perte de vue ; des bébés dont la tête a été coupée ou dont la jambe trône à trente centimètres du reste du corps ; un enfant au visage redessiné par des cicatrices agrafées ; une petite fille, hilare, les mains posées sur un missile au sol qui n'a pas encore explosé. Les images sont insoutenables.

La justice française saisie

Ce qui se passe à Gaza est « *inimaginable* », résume Marwan Naser. « *Une de mes tantes a perdu sept enfants.* » Mais il refuse que ses proches tombent dans l'oubli : il a donc fait fabriquer toute une panoplie d'objets – le mémorial et des panneaux lumineux réclamant justice pour les siens. En octobre 2025, il a aussi pris l'attache avec Pascal Luongo, avocat pénaliste à Marseille, afin de déposer plainte auprès du Parquet national antiterroriste (Pnat) et son pôle de lutte contre les crimes contre l'humanité, les crimes et délits de guerre.

« Je suis français aussi », dit-il pour justifier la démarche. « Mais je ne peux saisir la justice que pour les personnes décédées dans ma maison à Gaza, qui a aussi été détruite », précise-t-il. « Il y a la question de la compétence universelle, détaille l'avocat, pour que la justice française puisse être compétente pour étudier des crimes commis à l'étranger, contre des étrangers. Cela suppose que le plaignant soit français, ce qui est le cas ici. »

Pour la destruction de ses biens, des crimes de guerre peuvent être examinés ; tandis que pour les victimes indirectes, des crimes contre l'humanité peuvent l'être, poursuit son conseil – qui compte également soulever le crime de génocide. La plainte est en cours.



Marwan Naser chez lui à Aix-en-Provence, le 8 juin 2026. © Photo Claire Gaby pour Mediapart

Six personnes, pour lesquelles Marwan est parvenu à obtenir un acte de décès depuis traduit en français, ont ainsi été soigneusement listées. Rajab Naser, son neveu, né le 30 septembre 2006 et tué par Israël le 9 janvier 2024. Ihab Naser, un autre neveu, né le 9 mai 1995 et tué le 17 décembre 2023. Naïm Naser, né le 22 novembre 2000 et tué le 13 juillet 2024. Yasmeen Naser, sa nièce, née le 26 novembre 2000 et tuée le 19 novembre 2023. Dounia Naser, sa belle-sœur, née le 13 octobre 1987 et tuée le 18 novembre 2023. Et Sif Naser, son cousin, né le 4 novembre 1993 et tué le 30 janvier 2024.

Yasmeen « *aimait rire* ». Femme au foyer, elle avait achevé ses études en finance, s'était mariée, avait eu une petite fille. « *Quand Israël a bombardé la maison, elle était dans la cuisine en train de préparer le lait pour sa fille, qui est morte avec elle.* »

Une famille nombreuse et ordinaire

Il est des photos sur lesquelles Marwan s'attarde. Celles où vivent encore des membres de sa famille qu'il chérissait plus que les autres. Avec sa belle-sœur Dounia, la femme de son frère Othman, avocat, il parlait de Shakespeare. Ou plutôt il l'écoutait lui réciter Shakespeare. Diplômée en littérature anglaise, fascinée par le dramaturge, elle adorait dire ses pièces, parler de la vie du grand écrivain à Marwan qui n'en connaissait pas grand-chose, même s'il a vécu à Londres. Elle n'avait jamais mis un pied hors de Gaza. « *Elle parlait un anglais très châtié, se souvient Marwan. Elle l'apprenait à ses enfants.* »

Dounia et sa famille s'étaient réfugiées au domicile de Marwan dès les premières frappes massives. « *Tout le monde pensait que cette maison, appartenant à un citoyen franco-britannique, serait épargnée. Dounia a été littéralement déchiquetée par les éclats d'un missile, dit doucement Marwan. C'était le 18 novembre 2023. Ses enfants ont tout vu. Ils sont orphelins aujourd'hui.* » L'émotion menace de déborder. Sur la photo, dans le téléphone, Dounia offre un beau visage ovale et de grands yeux verts maquillés sous des sourcils finement épilés, comme c'était à la mode au Proche et Moyen-Orient.

Il y avait surtout son neveu Naïm, le fils de son frère aîné Nabil. Il est sur le mémorial, comme les autres, mais tellement présent, et tellement vivant sur les clichés enfermés dans le téléphone portable. Là, sur cette photo aux couleurs un peu passées, il a 5 ou 6 ans, c'est un petit garçon encore, en bermuda et chemise à carreaux. Il tient un tuyau dans sa main droite et remplit d'eau une bouteille, pour l'arrosage des plantes. À côté de lui, sa grand-mère, la mère de Marwan, assise sur une chaise, le regarde.



Marwan Naser montre une photo de son neveu Naïm quand il était enfant, avec sa grand-mère, la mère de Marwan et Shama. © Photo Claire Gaby pour Mediapart

Marwan ne se souvient plus exactement de quand date la photo. C'était en tout cas avant les grandes guerres successives menées par Israël contre Gaza en 2008, 2014, 2021 et le génocide de 2023, puisque Saïda, la mère de Marwan et grand-mère de Naïm, est morte le 4 octobre 2007. *« Heureusement, précise-t-il, elle est morte avant la guerre. »*

La vie était déjà difficile dans la bande de Gaza, mais à Jabalia, pour la famille Naser, elle se déroulait gentiment. Les terres de l'arrière-grand-père de Marwan, cinq hectares de vergers plantés d'orangers, de citronniers et surtout d'oliviers, avaient déjà été dispersées au fil des héritages entre les fils et petits-fils. Mais les arbres étaient toujours là, sauf sur le demi-hectare que l'ancêtre avait mis à disposition, en 1948, des personnes déplacées chassées de chez elles juste avant la proclamation de l'État d'Israël.

Il fallait un endroit à ces malheureux arrivés là, à Jabalia, sans rien. L'arrière-grand-père *« pensait qu'ils allaient rester quelques semaines et qu'il récupérerait ses terres. Elles sont devenues un morceau du camp de réfugiés de Jabalia »*, raconte, presque souriant, Marwan.

Chaque année, la famille se réunissait pour la cueillette des olives, celles des arbres dans les cours des maisons de la famille. En octobre 2020, Marwan, absent depuis longtemps de la bande de Gaza, y a participé. Même sans les photos, il se souviendrait de cette journée : *« Il y avait trente et un oliviers et quelques citronniers, chaque groupe avait une échelle et celui qui montait sur les barreaux frappait les branches pour faire tomber les fruits sur la couverture posée en dessous, rapporte-t-il. Mon père surveillait, il n'arrêtait pas de dire "attention", il aimait les arbres comme ses propres enfants. Si une branche venait à être cassée, c'était une catastrophe. »* Après le barbecue, tout le monde était allé manger des glaces en bord de mer. Les enfants jubilaient.

« C'était une grande famille, nous avions des arbres qui donnaient bien, la vie était très belle. Cette année-là, j'ai décidé de rester, car je vivais mieux à Gaza qu'ailleurs », assure-t-il. C'était un an avant le bombardement qui l'a laissé handicapé à vie.

Naaman, Naïm et Rajab

La famille, dans l'enfance de Marwan, se divisait entre agriculteurs et commerçants. L'oncle Naaman, prospère grâce à son commerce d'import-export en gros de textiles de maison et de tapis, fournissait du travail.

Naïm faisait partie de ceux qui vivotaient en revendant au détail des marchandises importées par Naaman, de plus en plus difficilement à cause du blocus, à partir de 2007 – les tunnels sous la frontière égyptienne maintenaient une ligne commerciale, précaire mais réelle. Le jeune homme avait obtenu en 2022 son diplôme de biologiste. Sur une photo immortalisant la remise de son diplôme, on le voit en toge et toque, à l'anglo-saxonne, avec un bouquet de fleurs dans les mains. Une vidéo tournée le même jour le montre hilare sur les épaules de son cousin Rajab, les deux ont un peu plus de 20 ans et fêtent le début de leur vie d'adulte.

« Ce jour-là, il est allé sur le lieu d'une frappe. Et comme souvent, il y en a eu une deuxième. Au même endroit. Une fois que les secours étaient à l'œuvre. »

Naïm était doué à l'école, et il avait trouvé un moyen de financer partiellement ses études jusqu'au diplôme : *« Il participait à des concours, hors de l'école, organisés par des associations, et il gagnait toujours des prix, relate Marwan comme on parle d'un monde disparu. Ces compétitions se déroulaient dans toute la bande de Gaza, elles étaient organisées par des associations de quartier, par la mairie, par certains ministères. Il y en avait beaucoup à Jabalia. Naïm aimait y participer parce qu'il était bon, il obtenait des certificats qu'il affichait sur le mur de sa chambre, et il touchait un peu d'argent. Il l'utilisait pour ses besoins à l'université. »*

« Il voulait ouvrir un laboratoire d'analyses à Gaza, se souvient encore Marwan. C'était sa grande ambition. Moi, je lui disais : "Après la guerre, je te finance un master en France." J'espérais qu'il devienne un chercheur et un universitaire, comme moi. »

La dernière vidéo de Naïm date de fin juin 2024. Le visage émacié, le jeune homme de 24 ans s'adresse à Dieu devant la caméra de son téléphone en déambulant dans un bâtiment. Sa voix est couverte par le bruit des drones, omniprésent à Gaza. *« Si cette vie est meilleure pour nous, fais-en notre destin, si la mort est meilleure pour nous, fais-en notre destin »,* dit-il.

Naïm a été tué dans un bombardement israélien le 13 juillet 2024, dans la zone d'Al-Mawassi, près de la ville de Khan Younès, où il avait été déplacé avec sa famille proche et où il aidait les secours. Ce jour-là, la cible était le chef des brigades Ezzedine Al-Qassam, branche militaire du Hamas. Plusieurs frappes, une ceinture de feu, et plus de quatre-vingt-dix morts selon le ministère de la santé de Gaza.

« Il avait des notions de médecine générale, qu'il avait acquises lors de sa première année de biologie, et il était serviable. Du coup, il était bénévole dans les hôpitaux, avec les premiers secours lors des bombardements, reprend Marwan, les yeux fixés sur le sourire de Naïm dans son téléphone. Ce jour-là, il est allé sur le lieu d'une frappe. Et comme souvent, il y en a eu une deuxième. Au même endroit. Une fois que les secours étaient à l'œuvre. Naïm a fait partie des tués. »

Le cousin de Naïm, Rajab, qui le portait sur ses épaules après l'obtention de son diplôme, est mort dans les mêmes circonstances, six mois avant, le 9 janvier 2024.

Engagés auprès du FPLP

Aucun n'appartenait au Hamas, ni n'avait de la sympathie pour le mouvement. D'ailleurs, dans la famille, on était plutôt Front populaire de libération de la Palestine (FPLP), mouvement d'obédience marxiste, très implanté dans la bande de Gaza des années 1970 jusqu'à l'orée de la décennie 1990.

« Mon père, Naïm, et ma mère, Saïda, ont été arrêtés tous les deux en 1971, accusés d'appartenir au FPLP. Ils ne l'étaient pas, mais ils le soutenaient. En fait, beaucoup de gens en faisaient partie, car à l'époque, c'était le seul mouvement à résister vraiment à l'occupation. Du coup, comme je suis né fin 1970, j'ai passé mes premiers mois en prison, avec ma mère », relate Marwan.



Marwan et Shama Naser dans leur appartement à Aix-en-Provence, le 8 juin 2026. © Photo Claire Gaby pour Mediapart

Lui-même s'est engagé dans les rangs du mouvement de gauche. Il était encore un adolescent lors de ses premiers cocktails Molotov, fin 1987, quand la première Intifada a commencé, à deux pas de chez lui, à Jabalia. *« Les Israéliens ont à nouveau arrêté mes parents, pour que je me rende. L'officier a dit à mon grand-père : "Si Marwan se présente au poste militaire d'Erez, je libère sa mère." Je l'ai fait. J'ai passé deux ans en prison. »*

Marwan Naser, depuis son logement HLM situé dans le quartier de Jas-de-Bouffan, à l'ouest du centre-ville d'Aix-en-Provence, raconte une histoire palestinienne presque ordinaire. Jusque dans la destruction de sa famille.

Des familles entières disparues

Selon les chiffres publiés par le ministère de la santé de la bande de Gaza, bilan terrible de 1 000 jours de guerre génocidaire arrêté au 1^{er} juillet 2026, 73 066 personnes ont été tuées depuis le 7-October dans l'enclave palestinienne. 39 000 familles ont subi des pertes. Parmi elles, 2 700 ont été rayées de la surface de la terre et des registres de l'état civil et 6 020 ne comptent plus qu'un seul membre.

« On comptabilise 213 morts dans notre famille. Mais d'autres en arrivent à 500 morts », affirme Marwan. Ce qui est *« notable »*, relève son avocat, Pascal Luongo, *« c'est l'ampleur, c'est une famille entière qui se retrouve décimée »*. *« Cela vient symboliser le destin des Palestiniens, entre les bombardements, les déplacements forcés, la vie dans les tentes, les écoles, les maisons et les espaces familiaux détruits, la famine... C'est le parcours commun à des dizaines de milliers de personnes. Cela me paraît essentiel de continuer à écouter leur histoire. »*



Shama Naser à Aix-en-Provence, le 8 juin 2026. © Photo Claire Gaby pour Mediapart

En revoyant la vidéo de Naïm dans Gaza, et surtout en entendant le son de sa voix, Shama s'effondre. « *La vie est si difficile. On avait tout ce qu'il fallait et on a tout perdu. Ils ont renversé nos vies* », dit-elle à propos des dirigeants israéliens. Chaque jour, chaque heure, chaque minute la sépare un peu plus des siens, qui survivent dans des conditions extrêmes. « *Pour ceux qui sont morts, c'est bon, ils sont chez Allah. C'est plus difficile pour ceux qui vivent* », lance son frère. « *Si j'étais avec eux, je me sentirais mieux. On pense à Gaza tout le temps. J'ai envie d'y retourner bien sûr* », reprend-elle, vêtue ce jour-là d'une tenue traditionnelle palestinienne rose, et d'accessoires aux couleurs du drapeau palestinien.

Un incertain retour

La vie en France ? « *Al hamdoulillah* » (« louange à Dieu »), se contente-t-elle de répondre. « *L'exil est déjà difficile. Si on ajoute à ça la guerre, c'est encore pire* », confie-t-elle un peu plus tard. Shama est arrivée en France en 2022, pour prendre soin de Marwan, blessé à la tête et aux jambes à la suite d'un bombardement israélien ayant touché son quartier à Gaza en 2021.

Une fois à l'hôpital, les médecins lui découvrent aussi une tumeur, mais expliquent ne pas pouvoir le prendre en charge. « *J'avais la nationalité française et britannique, ce qui m'a permis d'être transféré dans un hôpital de Jérusalem où j'ai été opéré. Je suis resté avec ma famille à Gaza jusqu'en décembre 2022, mais j'ai fini par revenir en France pour avoir un meilleur traitement.* » Sa sœur, la plus jeune de la fratrie, choisit de l'accompagner.

Shama « *pleurait tout le temps dans sa chambre* » durant sa première année en France, se remémore Marwan. Sa situation administrative n'aide pas – elle aura attendu trois années pour obtenir l'asile, et donc un droit au séjour en France. Le génocide, qu'elle suit à distance, la détruit à petit feu. « *Je l'ai encouragée à apprendre le français pour qu'elle se change les idées.* » Cette ancienne professeure des écoles à Gaza bénéficie aujourd'hui de quatre cours de français par semaine grâce aux bénévoles du Secours catholique. « *Moi, je ne sors plus depuis mon opération il y a cinq ans*, souffle Marwan, dont le déambulateur n'est jamais très loin. *Sauf pour des rendez-vous médicaux.* » Il dit ne pas aimer son image aujourd'hui tout en retrouvant des photos de lui lorsqu'il travaillait à l'université.

Sur les clichés, il apparaît vêtu d'un costume, la silhouette svelte et le sourire aux lèvres. L'ancien professeur de l'université de Gaza a passé environ quinze ans en dehors de l'enclave. « *En 2001, j'ai été envoyé en France pour une conférence organisée à l'université Aix-Marseille. J'avais écrit un article sur le développement économique de Gaza et une personne m'a proposé de faire mon doctorat sur ce sujet.* » Il obtient alors une bourse, sans laquelle il n'aurait jamais pu financer des études à l'étranger. Il travaille à Aix-en-Provence de 2003 à 2007, puis file à Londres un an plus tard, pour y rejoindre l'université. Il obtient la nationalité française en 2014 et la nationalité britannique en 2016.



Marwan Naser montre une photo avec ses petits-neveux et nièces. © Photo Claire Gaby pour Mediapart

Il décide de retourner définitivement à Gaza en 2020, sans savoir qu'il serait blessé un an plus tard et que le cours de sa vie en serait changé. Il rencontre alors une partie de sa famille, « *tous les enfants qui étaient nés pendant [s]on absence, pour qui [il] étai[t] "nouveau"* », dit-il, un brin amusé.

Que reste-t-il de la Palestine aujourd'hui ? « *Les droits du peuple palestinien, le droit au retour, tout ça, on n'en entend plus parler depuis 1948.* » Si la France reconnaît l'État de Palestine, juge Marwan, « *sous le manteau, elle soutient Israël* », qui veut « *pousser les gens à la migration volontaire* » en rendant la vie impossible à Gaza. « *Ils veulent prendre tout Gaza* », conclut de son côté Shama, qui promet d'y retourner si un jour « *ils rouvrent l'accès* ».

Nejma Brahim et Gwenaëlle Lenoir

Boîte noire

Nous avons rencontré Marwan et Shama Naser à Aix-en-Provence deux fois, les 8 et 22 juin 2026.

Le journal MEDIAPART est édité par la Société Editrice de Mediapart - 127 avenue Ledru-Rollin, 75011 Paris.
RCS Paris 500 631 932. Numéro de CPPAP : 1224Y90071 - Directeur de la publication : Carine Fouteau